

*Un nouveau souffle
pour la société
et le syndicalisme*



**Congrès national
de l'UNSA Éducation**
Grenoble, mars 2016

Oxygène(s)

Manifeste pour une

nouvelle société solidaire et éducative



« Quelle chance tu as, toi qui entres sur une terre des hommes où tout est à repenser, à réorienter, à recréer ! Mais avant d'agir, il faut s'informer, il faut regarder avec lucidité une réalité pas toujours agréable, il faut prendre conscience de la possibilité, mais aussi de la difficulté, de transformer cette réalité. Chacun peut y contribuer ; l'important est de se sentir en charge du monde de demain. »

Albert JACQUARD, *Petite philosophie à l'usage des non-philosophes*

Changer d'R

des pistes pour Rechercher, Réfléchir, Rêver

Indubitablement, le monde entre dans une nouvelle ère. Davantage que des symptômes d'une société en panne qu'il faudrait réparer ou malade qu'il faudrait soigner, les crises successives que nous traversons apparaissent comme les signes d'une profonde mutation.

Nombreux sont les éléments qui mettent en évidence cette évolution, proche d'un renouvellement de civilisation telle que l'humanité a pu en connaître, mais avec cette différence majeure que nous avons changé d'aire : le monde est un village (en référence au « village global » de MacLuhan (1)).

Devant l'incertitude de ces transformations, certaines et certains sont tentés par le retour en arrière, d'autres par le laisser-faire ou la fuite en avant. Nous avons décidé d'agir et de donner de l'air à notre réformisme, à nos idées, à nos interrogations, à nos utopies... Aussi, ce texte cherche à donner de l'oxygène à notre pensée collective pour rechercher, réfléchir, rêver le monde de demain et déjà le faire naître.

Oxygène(s)



*Un nouveau souffle
pour la société
et le syndicalisme*



**Congrès national
de l'UNSA Éducation**
Grenoble, mars 2016

Sommaire

► Agir sur un monde en transformation

- **Les mutations du monde** : agir en écoresponsables p.10
- **Les mutations du monde** : mondialisation, pensées globales et actions locales p.12
- **Les mutations du monde** : nouvelle révolution ? p.14
- **Les mutations du monde** : nouveau rapport au monde du travail p.16
- **Les mutations du monde** : usage du levier économique p.18
- **Les mutations du monde** : culture de l'Homo numericus en réseau p.20
- **Les mutations du monde** : science, nouveau continent des découvertes p.22
- **Les mutations du monde** : besoin d'une société inclusive p.24
- **Les mutations du monde** : enjeu du renouveau démocratique p.26

► L'Éducation pour transformer le monde

- **L'Éducation** : une démarche d'émancipation pour tous, tout au long de la vie p.30
- **L'Éducation** : la complémentarité des acteurs, des actions et des temps p.34
- **L'Éducation** : au-delà de l'instruction et de l'enseignement de disciplines p.38
- **L'Éducation** : l'anticipation aujourd'hui du monde de demain p.42
- **L'Éducation** : est donc action p.44
- **L'Éducation** : pour en finir avec l'enfermement dans l'échec p.48
- **L'Éducation** : une école du vivre ensemble p.50

Le mot du Secrétaire Général

Avec ce manifeste, l'UNSA Éducation lance une réflexion à long terme pour décoder, décrypter et agir dans un monde en profonde mutation.

Cette démarche, initiée lors de son congrès de Grenoble en mars 2016, se traduira dans les 15 à 20 ans à venir en prises de positions très concrètes qui s'ajouteront au fur et à mesure aux mandats de notre Fédération.

Il s'agit d'interroger ceux qui pensent le monde de demain pour bâtir nos propres conceptions, rénover nos pratiques militantes et contribuer à construire une société solidaire et éducative.

Laurent Escure



Introduction

De quoi sera fait demain ? Pour l'essentiel nous n'en savons rien, mais nous savons que le monde est en profonde mutation. Ces changements auront des impacts sur l'ensemble des éléments de la vie humaine : notre rapport à l'environnement, nos relations aux autres, nos conditions de travail, notre approche de la culture, notre organisation démocratique...

Ils nous concernent donc tous en tant que citoyens, en tant que militants, en tant qu'éducateurs.

Si nous ne savons pas encore quelle société sera le fruit de cette période de bouleversements, nous savons vers laquelle nous voudrions aller et nous sommes persuadés que pour la construire, mieux vaut agir que subir. Pour cela, il nous faut comprendre les évolutions en cours, anticiper les conséquences, concevoir comment l'Education peut être un important levier de changement.

➤ C'est à cela qu'Oxygène(s) nous invite.

Notre travail syndical et fédéral est profondément ancré dans l'idée de défendre nos métiers et de répondre aux attentes de nos collègues. Notre quotidien est de les aider et de les accompagner aux mieux de leurs intérêts individuels et collectifs. Notre stratégie est d'essayer de changer le réel avec pragmatisme et efficacité.

Mais nous savons aussi –et c'est notre force- nourrir une réflexion plus large, inscrire l'action quotidienne dans une vision de société, dans des valeurs qui nous structurent et nous identifient. Notre conception du monde repose sur

notre histoire, elle se nourrit de nos précédents projets articulant nos choix de société et notre ambition éducative. Elle nous sert de boussole afin de préparer les défis et les générations futures.

► C'est à ce prolongement qu'Oxygène(s) va nous aider.

Il entre en résonance avec les éclairages que nous apportent les penseurs et les chercheurs. Ils nous proposent des pistes d'analyse et de lecture de l'évolution du monde.

Leurs approches ne sont pas unanimes ni univoques, là encore, il nous faudra faire des choix et preuve d'esprit critique.

L'usage de références nous impose une confrontation avec une pensée qui n'est pas la nôtre. Il ne propose aucune solution, encore moins de vision unique. Il interroge, trace des perspectives qu'il nous faudra réfléchir, approfondir, expérimenter...

► En cela, Oxygène(s) est un départ.

Plus que des certitudes, il propose d'ouvrir des questionnements. Il laisse place à l'imagination et à l'optimisme. Il ouvre un espace d'anticipation pour penser l'avenir à 15, 20 ans.

Contrairement à la résolution générale, il n'a pas vocation à être dans l'immédiate opérationnalité et il viendra enrichir régulièrement les mandats que la fédération se donnera.

Au-delà du congrès de Grenoble, il nous reviendra régulièrement dans nos actions nationales et locales de mettre en chantier les différents thèmes portés par notre manifeste Oxygène(s) afin d'avancer dans la construction d'une nouvelle société solidaire et éducative.

Oxygène(s) est, pour notre action, un horizon.

Un nouveau souffle pour la société et le syndicalisme

L'UNSA Éducation porte, dans sa démarche syndicale, une réflexion qui lie sa conception d'un projet de société humaniste et solidaire à une démarche éducative. Il s'agit à la fois de penser le changement de la société par l'Éducation et celui de l'Éducation par la société. C'est ce double mouvement que nous nommons « société éducative ».

➤ **Être, dès aujourd'hui, en charge du monde de demain**

Nous avons la responsabilité « d'élever » les citoyens de demain. Il s'agit pour nous, avec ces femmes et ces hommes de demain, non pas de subir les évolutions considérées comme inéluctables, mais d'agir pour faire émerger une société plus juste, plus solidaire, plus humaniste.

➤ **Prendre conscience de la réalité à transformer**

Agir de manière juste nécessite de savoir. Là est notre mission éducative. Celle d'aider les esprits -à commencer par les nôtres- à connaître, comprendre, réfléchir, envisager des alternatives, faire preuve de curiosité et d'esprit critique.

➤ **Contribuer à penser, repenser, réorienter, recréer**

La prise de conscience des changements à mener est l'étape première qui doit être accompagnée par des apports de contenus, de méthodologies, d'expérimentations, de débats, d'innovations, de créativité... pour contribuer à la transformation sociétale.

C'est tout cela qu'il nous faut à la fois porter et susciter, transmettre et faire vivre. Action, éducation, transformation sont intimement liées dans notre conception de société éducative et solidaire.

Cette contribution en est le reflet : point et cap, il est à la fois état des lieux de notre réflexion et ouvre des voies pour notre action syndicale, tant au niveau sociétal qu'éducatif.



Première partie

Agir sur un monde en transformation

Nous sommes au cœur de profondes et complexes mutations que nous vivons en direct. Ce manque de clarté et de recul ne facilite pas l'analyse. Mais nous devons, en tant qu'organisation syndicale responsable, réfléchir aux chemins à suivre, aux écueils à éviter et proposer des évolutions, faire des choix. C'est le sens de notre travail.

Par hypothèses et questionnements, nous souhaitons porter un regard analytique et prospectif sur la société. En nous appuyant sur les travaux de chercheurs, de penseurs, d'acteurs de terrain, l'objectif est de nous interroger, de dégager les voies des changements possibles, de dire -à notre niveau d'organisation syndicale du monde de l'Éducation- de façon critique et constructive, vers quelle société nous voulons aller et comment, dès maintenant, nous pouvons agir pour la mettre en œuvre.

Il y aurait bien des sujets à aborder, tous d'importance. Nous avons fait le choix de quelques éléments qui font leviers et sens, tout en étant conscients de ne viser ni l'objectivité ni l'exhaustivité.



Les mutations du monde : agir en écoresponsables

L'Homo sapiens a majoritairement considéré la Terre comme une mère nourricière dont il pouvait à l'infini puiser les ressources. Il l'a d'ailleurs longtemps fait sans dommage visible. Ce n'est plus le cas dorénavant. Notre planète se révèle certes comme une Terre-mère, Gaïa, mais aux ressources épuisables. Pire, elle semble souffrir de la présence massive et de l'activité humaine.

Dans ce contexte, la projection la plus radicale affirme que « si l'Homme a besoin de la Terre, la Terre, elle, n'a pas besoin de l'Homme ». Ce qui conduit certaines et certains à la volonté de réduire l'Humanité et de revenir à un état de vie au plus proche du « naturel ».

Moins pessimistes, de nombreux chercheurs pensent qu'il faut envisager **un nouveau « contrat naturel » qui lie l'Homme à Gaïa et à tout ce qu'elle porte** (eau, air, pierres, plantes, animaux...), considérant que l'ensemble forme un écosystème, un biotope dans lequel tous les éléments sont interdépendants.

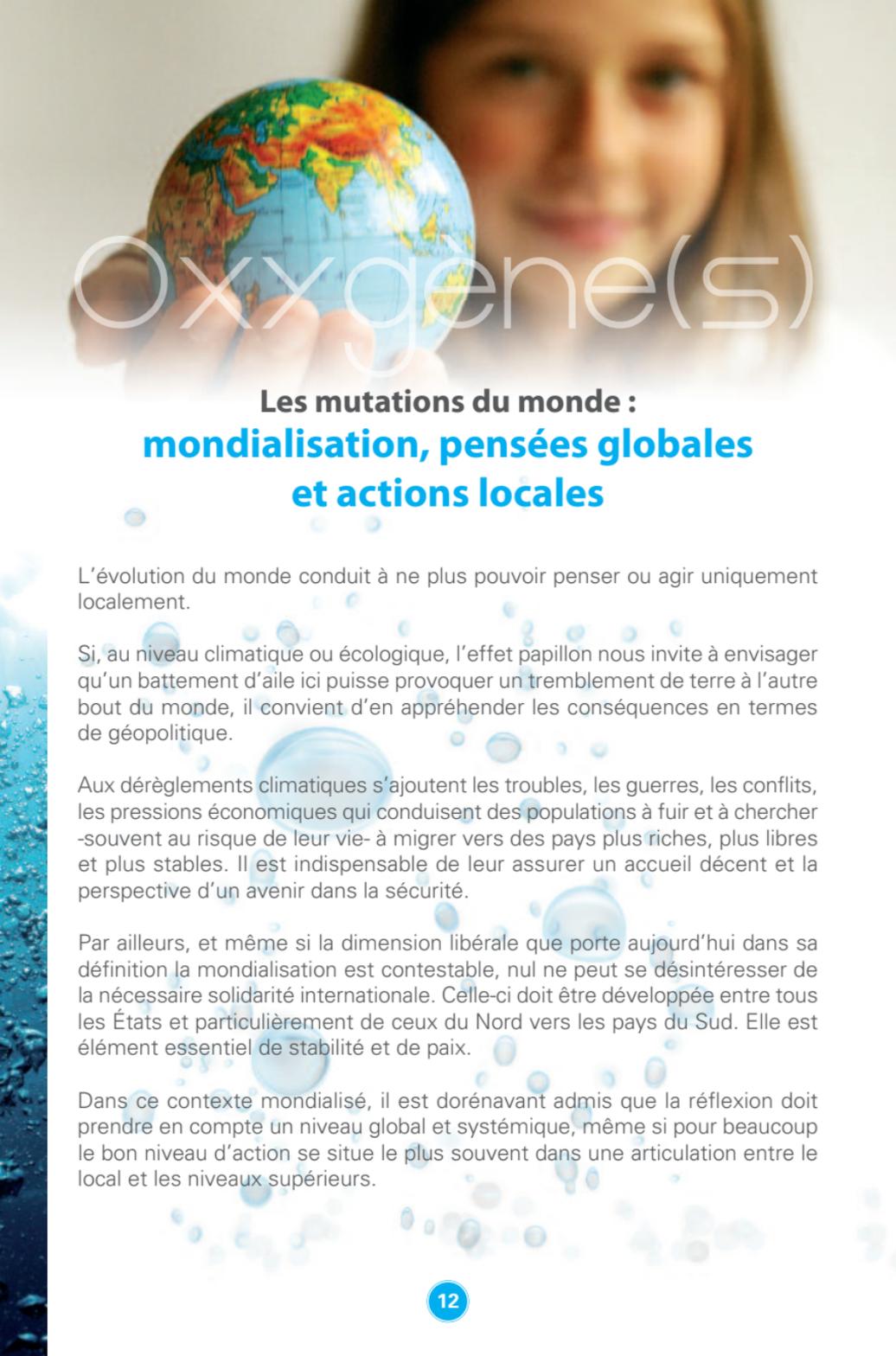
Les apports de l'écologie scientifique font émerger un début de consensus décrivant notre « environnement comme fragile, interconnecté, et fondamentalement menacé ». De ces différents courants de pensée, et ce malgré les désaccords ou le décalage sur les moyens d'y parvenir, découle la nécessité de prendre en compte l'empreinte écologique de toute activité et de parvenir à construire ou reconstruire un équilibre.

Cette prise en compte est certes environnementale, mais elle est avant tout politique et implique **une « réforme de pensée » sur notre conception du monde**. En effet, c'est vers une écopolitique planétaire qu'il convient de s'orienter, articulant les dimensions locales et mondiales dans un même processus.

De ce débat, ressort la nécessité d'inscrire l'avenir de la Terre dans la logique de réseaux et de connexion et d'inclure l'ensemble des éléments comme des acteurs à part entière. Cela implique de quitter la traditionnelle position d'extériorité de la science.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale s'appuie sur le fait de « faire entrer les sciences en démocratie » dans le débat public, et de rendre chacune et chacun individuellement et collectivement écoresponsable. C'est-à-dire de construire un équilibre viable entre l'Homme, la Société et la Biogée (2).





Oxygène(s)

Les mutations du monde : mondialisation, pensées globales et actions locales

L'évolution du monde conduit à ne plus pouvoir penser ou agir uniquement localement.

Si, au niveau climatique ou écologique, l'effet papillon nous invite à envisager qu'un battement d'aile ici puisse provoquer un tremblement de terre à l'autre bout du monde, il convient d'en appréhender les conséquences en termes de géopolitique.

Aux dérèglements climatiques s'ajoutent les troubles, les guerres, les conflits, les pressions économiques qui conduisent des populations à fuir et à chercher -souvent au risque de leur vie- à migrer vers des pays plus riches, plus libres et plus stables. Il est indispensable de leur assurer un accueil décent et la perspective d'un avenir dans la sécurité.

Par ailleurs, et même si la dimension libérale que porte aujourd'hui dans sa définition la mondialisation est contestable, nul ne peut se désintéresser de la nécessaire solidarité internationale. Celle-ci doit être développée entre tous les États et particulièrement de ceux du Nord vers les pays du Sud. Elle est élément essentiel de stabilité et de paix.

Dans ce contexte mondialisé, il est dorénavant admis que la réflexion doit prendre en compte un niveau global et systémique, même si pour beaucoup le bon niveau d'action se situe le plus souvent dans une articulation entre le local et les niveaux supérieurs.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale s'appuie sur cette démarche de réflexion globale qui permet l'action de proximité, indispensable au développement du pouvoir d'agir citoyen. Il s'inscrit également dans une approche internationale de solidarité, de coopération et de renforcement mutuel entre tous les citoyens du monde.





Les mutations du monde : nouvelle révolution ?

Il y a, dans cette nécessaire évolution de la pensée et de l'action, la prise de conscience d'une profonde transformation du monde comme il en a peu connu depuis l'apparition de l'Homme et l'articulation de plusieurs éléments nouveaux et concomitants.

De manières différentes et parallèles, **de nombreux chercheurs pensent l'émergence d'une nouvelle révolution pour l'Humanité.**

Ainsi, si Michel Serres montre qu'après l'écriture et l'imprimerie, les technologies du numérique viennent impacter l'Homme sur tous les plans (économique, culturel...), il ajoute qu'aujourd'hui émerge la « troisième révolution sur la Terre » comme étant le temps du « dit du Monde » (3), le passage d'un « jeu à deux » (l'Homme et la société) à un « nouveau triangle qui se nomme Sciences-Société-Biogée » qui redonne la parole au Monde dans une relation d'égal à égal.

Jérémy Rifkin analyse quant à lui la conjonction des formes de communication avec les ressources énergétiques et les moyens de transport. S'il voit la première révolution industrielle naître dans le développement de l'utilisation du charbon, l'invention de la machine à vapeur, du chemin de fer et du télégraphe, il appuie la deuxième sur le recours au pétrole, son usage dans le moteur à combustion et donc sur le développement de la voiture ainsi que sur l'électricité, le développement du téléphone et de la télévision. Pour lui, la troisième révolution industrielle a déjà commencé et s'appuie sur les énergies renouvelables et internet. Il pense que le partage et l'interdépen-

dance impacteront une économie et des réflexes de consommation, de production qui seront moins basés sur la concurrence et bien plus sur la coopération.

Il faut donc penser l'avenir du Monde en remettant en question la prédominance actuelle d'une économie basée sur l'ultralibéralisme, l'enrichissement exponentiel de quelques-uns au détriment du plus grand nombre et de l'appauvrissement des richesses naturelles.

Ses projections corrélient les diverses évolutions (techniques, scientifiques,... mais aussi psychologiques et comportementales) et conduisent à penser qu'aucun retour en arrière n'est possible (ni peut-être même souhaitable), qu'il faut donc inventer les solutions de demain... Celles-ci seront nouvelles et fruit de démarches collectives et collaboratives.

« *Démarches citoyennes* », ajoute Edgar Morin qui place, au cœur des réformes économiques, l'économie verte et l'économie sociale et solidaire. Il affirme : « *pour aller plus loin dans la voie des réformes de l'économie, il faut évidemment une pensée politique qui dépasse l'économisme actuel. Il faut aussi une volonté politique, et celle-ci ne pourrait s'affirmer qu'avec la prise de conscience des citoyens.* »

Le projet de société porté par notre orientation syndicale s'appuie sur la mobilisation citoyenne à tous les niveaux, base de renouvellement d'une vision de l'économie au service d'une société humaniste et dans le respect d'un équilibre écologique. Si cette nouvelle révolution a lieu dans le sens d'une société plus humaniste, elle interrogera les questions du rapport au travail et aux temps (temps de travail, temps libre,...) et donc du revenu d'existence, de la production culturelle, des loisirs...

The top of the page features a background image of a person in a grey suit jacket and blue tie, with their hand near their chest. Overlaid on this is a semi-transparent clock face and the word 'Oxygènes' in a large, white, sans-serif font. The 'O' and 'S' are enclosed in circles. The overall aesthetic is professional and modern, with a blue and white color palette.

Oxygènes

Les mutations du monde : nouveau rapport au monde du travail

Le monde du travail est percuté par les mutations économiques, les évolutions technologiques, les nouveaux modes de communication et les aspirations à d'autres formes de relations humaines.

De la mécanisation d'hier à la numérisation d'aujourd'hui, le progrès technique a fortement transformé les métiers, substituant la machine à l'homme dans de nombreuses tâches. Il n'a pourtant pas concrétisé l'aspiration (le mythe ?) d'une vie humaine affranchie de l'obligation et des contraintes du travail.

Les exigences de rentabilités et de bénéfices, l'allongement de l'espérance de vie, les « crises financières » couplées à un modèle d'économie libérale mondialisée, tendent à demander plus à celles et ceux qui possèdent un emploi.

Le nombre croissant de chômeurs, le creusement des inégalités entre les plus riches et les plus pauvres, les apports technologiques invitent à repenser le partage du temps et des gains du travail.

De plus, grand nombre d'activités humaines, souvent non rentables et non professionnelles, apparaissent comme indispensables au bon fonctionnement de nos sociétés (des tâches ménagères à l'éducation des enfants en passant par les actions de solidarité ou de bénévolat...). La question de leur reconnaissance et de leur valorisation est posée.

Même si elles ne peuvent toutes être anticipées, les évolutions en cours conduisent également à envisager que nombre de métiers d'aujourd'hui devront se transformer voire même disparaître et qu'inversement les métiers de demain sont encore pour beaucoup à inventer. Ces mutations nécessiteront d'être accompagnées.

Dans ce contexte, la distinction entre travail, emploi et métier nécessite d'être précisée et doit servir de base à une réflexion globale sur la place sociale et économique des activités humaines.

Les relations dans le monde actuel du travail aussi sont réinterrogées. La nécessité de travailler pour avoir un salaire se croise, de plus en plus, avec l'ambition de chacune et de chacun d'avoir une autonomie et un épanouissement dans l'exercice de celui-ci. Les hiérarchies intermédiaires, héritières du taylorisme, ont montré leurs limites. De nouvelles formes de management se développent. Elles visent à davantage responsabiliser les salariés ou les agents publics. Mais elles réinterrogent également les droits acquis, les règles collectives, les revendications syndicales.

Cette question de l'évolution du monde du travail se pose également dans la Fonction Publique, qui doit trouver un équilibre entre le maintien de la qualité du service rendu, l'épanouissement de ses agents et la maîtrise du coût global.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale revendique le droit à des ressources décentes pour chacune et chacun. Il s'appuie sur une nouvelle répartition des temps et des gains du travail, considérant que les fruits du progrès technologique doivent bénéficier à toutes et tous. Il s'inscrit dans la reconnaissance des activités humaines au service de la collectivité, dans la valorisation d'un travail épanouissant. Il milite et agit pour la protection des salariés et des agents publics dans un cadre de travail rénové et dans une perspective d'organisation saine des structures sur le long terme.



Les mutations du monde : usage du levier économique

Même si l'opposition caricaturale entre le collectivisme planifié et le capitalisme sauvage n'est plus de mise, nous savons que la seule loi du marché est incapable de mettre l'économie au service d'un projet de société humaniste.

En économie, comme ailleurs, les solutions résident généralement dans la transformation des approches, davantage que dans les tentatives de régulation des mécanismes anciens. Si les changements en profondeur sont plus lents et plus longs, ils conduisent à davantage de pérennité et d'efficacité. Pourtant, la société actuelle peine à penser et à porter de nouvelles conceptions économiques, se contentant trop souvent d'accompagner les cycles d'évolution, sans les anticiper ni les éviter puis cherchant à en limiter les effets négatifs.

Or, **des alternatives existent.**

Celles qui revendiquent la fermeture des frontières, l'isolationnisme et l'autarcie sont vouées à l'échec.

D'autres, tout en s'inscrivant dans la dimension mondiale de l'économie, cherchent à construire des réponses locales, s'appuyant sur le développement des réseaux et sur la notion d'échange et articulant les dimensions sociale, culturelle, environnementale et économique (coopératives, SEL, réseau d'échange de savoirs, microcrédit, économie circulaire...). Cette approche économique s'appuie sur l'existence de « communs », considérés

comme des biens communs universels : l'eau, la santé, l'éducation, l'énergie. En fait, contrairement à l'image austère qu'a l'économie quand elle n'est que chiffres et graphiques, **c'est dans l'imagination, l'innovation et la créativité que naissent les solutions adaptées à la construction d'une société plus juste, plus solidaire, plus humaniste.**

Le projet de société porté par l'UNSA Éducation ne s'inscrit ni dans un enfermement stérile refusant la dimension mondiale de notre société, ni dans la croyance en une révolution, grand soir annonçant des matins qui chantent.

Pour autant, il n'est pas une acceptation d'une économie débridée et déréglementée, au service de laquelle devrait se mettre le pouvoir politique.

Nous concevons l'économie comme un levier au service d'un projet de société. Nous revendiquons des mécanismes de protection et de régulation de la part des États, de l'Europe et des instances internationales. Nous militons pour la recherche, le développement et l'enseignement d'une science économique capable de porter des modèles alternatifs, d'être inventive et novatrice. C'est pourquoi nous soutenons toutes les approches d'une économie dite sociale et solidaire, capable de remettre l'humain, son rapport aux autres et au monde, au cœur de la société à venir et favorisant notamment le développement local.



Les mutations du monde : culture de l'Homo numéricus en réseau

À la fois révélateur et incitateur de nouveaux modes de relations, de communication, d'échanges, internet et le numérique catalysent la transformation du Monde en cours. Ils impliquent un nouveau rapport aux savoirs et donc aux pouvoirs, passant de hiérarchies descendantes et verticales à des mises en réseau circulaires et horizontales.

Ce changement n'est pas limité au seul usage des outils numériques et de l'internet. « Pharmakon », ils sont à la fois poison et remède. Ils empoisonnent nos fonctionnements traditionnels et, ce faisant, génèrent de nouvelles approches qui peuvent se révéler salutaires pour faire évoluer notre société.

Ils introduisent ainsi **un nouvel ordre des choses, une sorte de révolution culturelle, économique et sociale.**

Réduisant les distances, l'internet et les objets connectés semblent abolir les frontières, les barrières et mettre sur un plan d'égalité les différentes formes d'expression et de création. En fait, si les réseaux permettent une plus large diffusion et appropriation, ils recréent souvent d'autres hiérarchies, d'autres normes qu'il est indispensable de connaître, maîtriser, prendre en compte, au risque sinon d'être marginalisé. Étant des outils de communication de masse, ils renforcent à la fois la capacité du nombre à faire bouger, changer, évoluer et le conformisme des foules. Plus qu'un effet de mode, il s'agit d'une transformation en profondeur.

Internet permet surtout de ne pas être seulement spectatrice ou spectateur.

C'est l'interactivité qui modifie en profondeur l'entrée en communication, en réseau. Si l'action n'est pas obligatoire, elle est rendue possible et souvent nécessaire pour être reconnu, vu, lu, écouté, pris en compte. Cela provoque le dépassement de certains clivages, entre catégories de personnes, entre forme d'expression et de culture, en « disciplines » artistiques... au risque d'en recréer d'autres dans des communautés réduites autour des mêmes centres d'intérêts, des mêmes discours... Ouverture et enfermement : les deux possibilités offertes par les mêmes outils.

Les médias ont, dans cette dimension, un rôle particulièrement important à jouer. Outils de diversification des sources d'information et de culture ou jouets de la société du spectacle, leur mission nécessite d'être précisée, clarifiée et demande à s'inscrire -dans le respect de la liberté de toutes les expressions- dans une déontologie qui fait actuellement souvent défaut.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale nous conduit à penser que, tel un « pharmakon » culturel, le numérique est à la fois risque et chance pour l'avenir de notre société. Et comme -là encore- aucun retour en arrière n'est possible ni souhaitable, c'est l'accompagnement de cette nouvelle manière de penser, communiquer et agir qu'il faut concevoir.



Oxygène(s)

Les mutations du monde : science, nouveau continent des découvertes

Nous l'avons déjà évoqué avec Michel Serres. Il faudrait ici, pour être complet, convoquer les écrits d'Albert Jacquard et d'Hubert Reeves. La science, de l'infiniment petit à l'incommensurablement grand, est un des derniers continents à découvrir. D'autant que chaque nouvelle découverte semble poser davantage encore de nouvelles questions.

L'esprit de la recherche, du questionnement, de la remise en question est le seul qui permet d'avancer sans s'enfermer dans les dogmatismes.

Il pose le relativisme de nos vérités, non pas comme des absolus, mais comme des points d'étape, l'état des savoirs en un point donné, dans un temps donné.

Face à la complexité du monde, la science est appelée, nous l'avons dit, à ne pas rester la propriété intellectuelle de quelques savants et élites, à entrer en démocratie, à partager son savoir, à l'alimenter par celui de toutes et tous, à l'extraire des cases pratiques et sclérosantes des disciplines pour entrer en dialogue, en débat et créer de l'intelligence collective qui fasse système, englobe le tout, envisage le global comme plus grand que la somme des parties.

Albert Einstein affirmait que « *l'imagination est plus importante que le savoir* », reconnaissant qu'« *un problème créé ne peut être résolu en réfléchissant de la même manière qu'il a été créé* ». **La science doit donc également être synonyme de créativité. Elle doit mener en dehors des chemins tracés, des certitudes établies, des pensées toutes faites.**

Parce qu'elle est un terrain d'aventure vers l'inconnu, la science peut aussi être mobilisatrice, offrir des perspectives d'avenir, d'évolution, de conquêtes, donner du sens au progrès, aux avancées, aux projections et être un rempart contre toutes les théories obscurantistes.

La science-fiction d'hier, grâce à la science, est en passe pour grande partie d'être la réalité de demain... (avec quelques exceptions certes : certaines inventions ne verront certainement jamais le jour, alors que d'autres, à peine imaginées, sont déjà d'actualité). C'est dans cette anticipation incertaine que peuvent se découvrir, s'inventer les évolutions de notre société et, parmi elles, celles qui permettront une vie plus juste, plus solidaire, plus humaniste.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale tend à valoriser l'esprit et la démarche scientifique couplés à la force créative de l'imagination pour connaître, comprendre le monde et co-construire son avenir en cohérence avec nos valeurs.



Les mutations du monde : besoin d'une société inclusive

Au cœur des enseignements de la science se trouve l'idée d'une seule et même Humanité, quelles que soient nos différences. C'est la base même de la lutte contre toutes les discriminations mais, au-delà, c'est aussi la certitude que chacune et chacun, avec ce qu'elle ou il est, a à apporter aux autres et au collectif.

Il s'agit donc de sortir d'une approche qui conduit à agir uniquement dans un sens descendant (et condescendant), depuis celles et ceux qui donnent (les bienfaiteurs) vers celles et ceux qui reçoivent (les obligés), de celles et ceux qui tolèrent vers celles et ceux qui sont tolérés, maintenant ces dernières et ces derniers dans la dépendance des premiers et d'agir pour redonner une dignité, « *une estime, une considération, un rang social à ceux qui en sont indûment privés* » (4 Gardou).

C'est cette évolution que porte l'idée de société inclusive devant permettre, à toutes et tous, l'accès à tous les éléments d'une vie humaine dans ses produits de première nécessité comme dans ceux « *de grande nécessité* » (Edouard Glissant), dans « *le prosaïque* » comme dans « *le poétique* » (Edgar Morin), allant du minimum pour (sur)vivre et soigner les corps (argent, logement, nourriture, soins...) à l'épanouissement de l'esprit et à l'émancipation (loisir, éducation, culture...).

La notion de société inclusive ne se limite donc pas à une intégration des personnes en situation de handicap, elle est « *une société sans privilèges, sans exclusivité ni exclusion. Sans hiérarchisation* ».

Ceci implique qu'il ne s'agit pas de corriger à posteriori les conséquences des exclusions, des mises à l'écart et des marginalisations initiales, mais qu'il convient de redonner place et rôle à chacune et à chacun dans la maison commune en s'enrichissant des différences, non comme des anomalies mais comme des chances.

À ce titre, une société inclusive s'appuie sur la laïcité et les valeurs de la République qui garantissent la liberté absolue de conscience, offrent une reconnaissance de chacune et de chacun dans sa singularité et postulent l'inclusion de toutes et tous a priori.

Ainsi, davantage qu'à l'exclusion, c'est « *au concept de séparation ou encore plus fortement de ségrégation* » que s'oppose la société inclusive. Plutôt que de fixer un cadre rigide de normes, de valeurs dans lequel la réparation sociale est chargée de tenter de faire entrer celles et ceux qui ont été placés à l'extérieur, elle propose à toutes et tous, dans un souci d'égalité et de respect des singularités, d'être membres à part entière de la société humaine.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale conduit à penser la société dans cet idéal, cet horizon, cette utopie d'une société inclusive, d'une maison commune dans laquelle chacune et chacun bénéficie d'une égale dignité, du respect de sa singularité et d'une égale place pour pouvoir agir. Nous militons pour qu'elle devienne une réalité.



Les mutations du monde : enjeu du renouveau démocratique

Faire vivre cette société inclusive, c'est repenser la démocratie. En effet, aux crises économiques, sociales, culturelles, éducatives de notre époque, s'ajoute une crise démocratique majeure. Et ce dans au moins trois dimensions : une perte de sens de certaines dimensions institutionnelles, une méfiance accrue vis-à-vis du politique et plus généralement des corps constitués, une ambivalence dans la demande de davantage de participation.

Or, si la démocratie est toujours apparue d'abord comme un problème, comme une réalité qui n'était pas accomplie, si la défiance peut être proprement démocratique en manifestant les exigences des citoyennes et des citoyens vis-à-vis du pouvoir, il n'en demeure pas moins que l'excès de défiance dégénère aujourd'hui en un populisme qui dévalorise la sphère politique.

Les invitations à s'indigner, les aspirations à davantage participer, les nouvelles formes d'implication, les revendications à mettre en œuvre le "pouvoir d'agir" des citoyens sont autant de pistes qui semblent indiquer des changements quant à la manière de concevoir et de vivre la citoyenneté.

Très diverses et encore souvent difficiles à rendre concrètes, ces évolutions apparaissent insuffisantes pour renouveler à elles seules la démocratie, d'autant qu'elles sont souvent des formes d'actions locales et dépolitisées.

Le renouvellement nécessite l'instauration du débat, de la controverse et de la délibération. Ces formes doivent être initiées dans la vie quotidienne des citoyens en complément et certainement pas en substitution des formes représentatives qu'il convient de repenser, moderniser et réhabiliter.

Le passage d'une organisation verticale et descendante à des démarches horizontales et circulaires, la prise en compte des diverses expertises - dont celle d'usage- se substituant à celle d'une élite se pensant seule compétente, la fabrication d'une pensée complexe et partagée à la place d'une pensée unique imposée... sont autant de pistes qu'il convient d'expérimenter et de valoriser.

Tout comme la citoyenneté évolue, il est vraisemblable que les formes de militantisme et d'engagement vivent également des changements qu'il faut savoir intégrer dans l'évolution des structures représentatives. La prise en compte de nouveaux intérêts, la mobilisation sur des objets précis et dans des durées limitées, l'appartenance à des réseaux, les nouveaux rapports à l'espace, au temps et aux savoirs sont autant de caractéristiques nouvelles qu'il est nécessaire d'intégrer. De même, dans le cadre de responsabilités électives -qu'elles soient politiques, associatives ou syndicales- la limitation en nombre et en durée des mandats, le souci de tendre vers l'égalité femme/homme avec les conditions d'exercice qui la rendent possible, une mixité sociale et culturelle plus grande chez les élus sont des pistes qui peuvent et doivent participer au renouvellement démocratique.

Le projet de société porté par notre orientation syndicale repose sur une mobilisation au quotidien pour faire vivre une citoyenneté et une démocratie renouvelée, donnant à chacune et à chacun sa place, le droit, l'envie et le pouvoir d'agir sur la transformation du monde.



Seconde partie

L'Éducation pour transformer le monde

Si notre système éducatif est le reflet de notre société, il peut également être un puissant levier de sa transformation.

L'École et la République se sont ainsi fortement liées dans l'Histoire, à la fois pour former l'ensemble des citoyens dans une culture commune, élever le niveau de qualification de la population et favoriser l'émergence d'une élite républicaine appelée à diriger le pays.

Ces deux objectifs ont entraîné une survalorisation de la dimension scolaire de l'éducation et une incapacité à faire réussir tous les enfants et les jeunes confiés à l'École et à ainsi diversifier le profil de ce qu'on appelle « l'élite républicaine ».

Dans le contexte de transformation de la société, le défi éducatif est donc double :

- faire réussir toutes et tous, chacune et chacun ;
- contribuer à faire évoluer la société vers un monde plus juste, plus solidaire, plus humaniste.

Pour cela, il faut évoluer dans nos conceptions éducatives, et agir sur les représentations des acteurs éducatifs et de la société.

Ce sont ces deux objectifs corrélés qui sous-tendent notre projet éducatif fédéral.

Oxygène(s)





Oxygène(s)

L'Éducation : une démarche laïque d'émancipation pour toutes et tous, tout au long de la vie

Éduquer c'est émanciper. Il ne s'agit pas seulement d'autonomiser, mais de libérer de toute aliénation en permettant l'exercice du libre arbitre. Cette utopie fondatrice est le moteur de toute action éducative.

Les premières compétences à acquérir relèvent donc d'une approche philosophique qui permet de se construire une opinion, de se faire un avis, de pouvoir mobiliser une pensée critique. Cette dimension rejoint plusieurs des « *sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur (5)* » tels que les propose Edgar Morin. En effet, une telle approche nécessite de prendre en compte « *les cécités de la connaissance : l'erreur et l'illusion* », d'« *affronter les incertitudes* » et d'« *enseigner la compréhension* ». Elle permet de s'inscrire dans une indépendance vis-à-vis des croyances, des dogmes, des idées toutes faites... **En ce sens l'Éducation est nécessairement laïque.** Elle s'oppose à toutes les formes d'imposition de croyances qui visent à se substituer à la recherche critique et à l'élaboration progressive de connaissances. L'Éducation permet une totale liberté de conscience. Elle doit également, dans le respect de la loi, assurer la liberté d'expression.

Cet indispensable esprit critique ne peut se développer que s'il est alimenté, nourri, entretenu à la fois par l'histoire des idées et par celle des sciences. Loin de transmettre un seul savoir constitué, **éduquer c'est mettre les savoirs en débat.** Cela nécessite une approche à la fois modeste (« je sais que je ne sais pas (tout) »), argumentée et structurée. Il est utile de prendre en compte à la fois la nécessité de pouvoir mobiliser des connaissances afin d'aller plus loin dans la recherche du savoir et le fait que les acquisitions ne

forment pas un continuum linéaire. En ce sens, les allers-retours, les approfondissements, les approches indirectes, les détours par l'expérience et l'expérimentation sont toujours les bienvenus. C'est aussi pourquoi il ne peut y avoir un âge unique pour l'éducation. Si le temps de l'enfance et de l'adolescence est une période privilégiée pour construire des bases nécessaires, l'éducation est une démarche permanente qui se déroule tout au long de la vie de chaque individu.

L'éducation tout au long de la vie dépasse le simple cadre de la formation. En effet, si la formation –et particulièrement la formation professionnelle– est un élément constitutif de l'éducation, elle n'en est qu'un des aspects. Si l'entreprise peut jouer un rôle éducatif, il ne peut se réduire à la transmission et la mise à jour de savoirs et de compétences strictement professionnelles. Le développement de compétences psychosociales, la capacité à réfléchir la place de l'économie dans la société, la mise en œuvre de «management coopératif»... par exemple, sont autant de démarches qui apprennent à réfléchir et à agir autrement et qui sont transposables en dehors du seul monde de l'entreprise.

De même, nombre de vécus du quotidien (échanges en réseaux, démarche participative, entraide par les pairs...) peuvent trouver une concrétisation dans une évolution du monde du travail et de ses modes de fonctionnement.

Au-delà, l'éducation tout au long de la vie inscrit chacune et chacun dans une capacité permanente à approfondir et à acquérir de nouvelles compétences, de mieux s'inscrire dans la compréhension d'un monde en permanente évolution, de construire sans cesse sa relation à soi-même, aux autres, aux collectifs, afin d'y trouver sa place et de pouvoir y agir.

Aussi, l'Éducation tout au long de la vie doit être un droit pour toutes et tous. Elle ne peut être réservée à celles et ceux qui possèdent un « bagage scolaire et universitaire » suffisant. Elle s'adresse à toutes et tous et doit être accessible à chacune et chacun. Cette affirmation repose sur un double postulat :

- celui que chaque être humain est éduicable, c'est-à-dire qu'elle ou il possède les capacités à apprendre, à s'élever, à enrichir ses savoirs, acquérir et approfondir ses compétences ;
- celui qu'il n'y a pas d'âge (et encore moins d'âge limite) pour s'éduquer et que, dans des formes et des approches différentes, l'éducation concerne aussi bien les enfants dès le plus jeune âge que les adultes, y compris jusqu'à l'âge le plus avancé.

Ceci implique l'existence et le développement d'une politique d'éducation tout au long de la vie, de structures dédiées, de parcours et de dispositifs adaptés et accessibles à tous. Les approches permettant une « seconde chance », les possibilités de « reprise d'études », les démarches de « validation d'acquis »... sont autant de pistes intéressantes, mais non suffisantes, puisque encore trop souvent centrées sur la dimension scolaire de l'obtention d'un diplôme et ne prenant pas suffisamment en compte toutes les autres approches éducatives.

Seule la diversification des démarches éducatives peut assurer une Éducation pour toutes et tous. Elle est d'autant plus indispensable que les parcours de chacune et de chacun sont différents, pas nécessairement linéaires, que les évolutions sociétales, techniques, culturelles sont permanentes et de plus en plus rapides, que le développement des individus est plus précoce et leur vie plus longue. Aussi, il revient au décideur d'assurer l'existence et la complémentarité des approches et leur accessibilité pour toutes et tous.

C'est en effet parce qu'elle est une affirmation politique que tout individu est éduicable et peut être éduqué tout au long de sa vie. Cette éducation se fait dans des lieux, par des démarches, des actions et des acteurs différents et complémentaires -au-delà des associations et mouvements qui s'en revendiquent. **L'Éducation est -et doit être- populaire.**





L'Éducation :

la complémentarité des acteurs, des actions, des démarches et des temps

L'Éducation est coéducation. L'École est un élément éducatif essentiel. Elle n'en est pas le seul. De même, elle ne peut être le domaine réservé aux seuls enseignants. Ces affirmations entraînent deux conséquences :

- **L'Éducation est une démarche globale, partagée et complémentaire ;**
- **l'éducation scolaire nécessite l'implication de tous les acteurs éducatifs.**

Dans cette approche globale, l'Éducation a une dimension de construction pour chacune et chacun au regard de son devenir ; elle associe les questions de santé (physique, mentale et environnementale) comme définies par l'OMS dans une approche individuelle et environnementale.

Le temps scolaire ne représente qu'une partie de la vie de l'enfant ou de l'adolescent. Les temps familiaux, de loisirs, de jeux... occupent également des places importantes. Ils constituent également des temps éducatifs, pour l'essentiel informels, voire pour certains non formels.

Si, *a minima*, une coordination est nécessaire, c'est en fait une véritable démarche de coéducation qui est indispensable autour de l'enfant pris dans sa globalité. Elle implique la reconnaissance du rôle éducatif de chacune et de chacun. Cela demande tout d'abord une connaissance mutuelle, des échanges réguliers -et pas seulement lorsqu'il y a un problème. Cela demande également une place reconnue et organisée faite aux parents- à tous les parents- dans un souci de collaboration valorisant les réussites de l'enfant ou du jeune. Des lieux de concertation et de partage entre éducateurs doivent être inventés, développés puis institués. Cela demande enfin des temps de formation commune entre les différents professionnels de l'Éducation.

Dans le cadre scolaire, il est indispensable que les objectifs, les méthodes, les critères d'évaluations soient connus, diffusés, expliqués. Ils doivent permettre aux familles de suivre, de comprendre, d'anticiper, tout en relativisant le poids des résultats scolaires. Ils doivent également permettre aux autres acteurs éducatifs de se situer et de pouvoir y participer (tout particulièrement pour les autres personnels des établissements scolaires : CPE, santé-sociaux, personnels administratifs...) : ainsi ce sont de véritables équipes pluri-professionnelles qui portent ensemble la démarche éducative. Le projet d'école ou d'établissement sera d'autant mieux connu qu'il sera l'objet d'un travail d'élaboration en concertation, impliquera directement les élèves dans sa construction et sa mise en œuvre et sera animé pédagogiquement par les personnels de direction et d'inspection.

Les loisirs éducatifs sont des temps riches en apports dans lesquels l'expérience et l'action font appréhender de manière concrète les savoirs acquis. La liaison avec les familles doit également faire l'objet d'une démarche spécifique, réfléchie et adaptée. Elle passe, mais cela ne peut suffire, par la diffusion du projet éducatif de la structure. Elle nécessite également de montrer combien les méthodes, démarches, objectifs, pédagogies sont spécifiques et que leurs évaluations ne peuvent se réduire à l'obtention d'un résultat mesurable et certifié (un diplôme, un titre, une médaille, un prix...), mais relèvent davantage du développement de compétences mobilisables ailleurs.

Envisagée depuis le début des années 1980, mais réellement généralisée depuis la modification des rythmes scolaires et le développement des projets éducatifs de territoires (PEDT, devenus quasiment obligatoires puisqu'indispensables pour bénéficier du fonds d'amorçage), l'articulation entre l'éducation scolaire et les loisirs éducatifs prennent une nouvelle dimension (en particulier avec l'instauration des activités périscolaires). Au-delà des balbutiements et des dysfonctionnements de départ, c'est un changement profond qui s'instaure et qu'il convient d'accompagner. Il est de plusieurs niveaux :

- le fait de décentrer l'éducation du seul système scolaire pour la penser de manière globale et donc de considérer l'enfant (le jeune) dans sa globalité et non dans sa seule situation d'élève ;
- le fait d'envisager les projets, actions, activités comme complémentaires les uns des autres et non tous au service des seuls apprentissages scolaires ;
- le fait de devoir se concerter, se coordonner voire de construire des projets ensemble.

Une implication nouvelle des territoires est également à l'œuvre. Sans que la mission éducative ne soit décentralisée, elle s'impose désormais aux responsables des collectivités locales et territoriales. Il convient de rappeler le rôle majeur d'impulseur de l'État, de garant des égalités territoriales et d'un cadre d'évaluation. Dans le même temps, il s'agit de reconnaître une implication au plus près du terrain comme étant la seule possible pour conduire des politiques éducatives globales de qualité et de proximité. Il revient donc :

- à la représentation nationale de fixer le cadre politique éducatif ;
- à l'État d'en assurer la diffusion, la promotion et d'accompagner partout sa mise en œuvre en particulier par l'intervention de ses cadres pédagogiques (Éducation nationale et Jeunesse et Sports) ;
- aux territoires de la décliner en cohérence avec les réalités locales, de faire évoluer les projets et propositions, de recruter des personnels formés au niveau des responsabilités nouvelles qui leur sont confiées.

Pour tous les personnels éducatifs, l'élévation de leur niveau de qualification et de formation professionnelle, le travail en commun avec d'autres acteurs, l'inscription de leur mission dans une démarche éducative globale, la relation durable avec les familles, l'ancrage dans une politique éducative à la fois nationale et territorialisée doit constituer des éléments essentiels de leur formation professionnelle. **Éduquer, c'est se former à éduquer.**



plus tôt possible et en conservant une appréhension globale du monde, une approche de la complexité dont le découpage en éléments simples viendra ensuite donner des clés pour une compréhension complémentaire et précise.

En ce sens, toutes les approches qui favorisent la trans et pluridisciplinarité sont à développer.

Au niveau scolaire, cela implique que les « problèmes globaux » doivent servir de cadre général à l'élaboration des objectifs d'enseignement, que des temps, des contenus, des méthodes incluent spécifiquement cette approche.

Le découpage en matières doit être conçu comme un support et une aide à la compréhension du monde global et complexe. Il doit donc être second. Il convient que chaque enseignant chaque équipe éducative, soient formés à construire et faire construire du lien entre le tout et les parties, entre le global et les apports disciplinaires capables d'apporter des éclairages sur l'ensemble. Cela interroge donc la polydisciplinarité et le travail en commun des équipes enseignantes et éducatives. À défaut de professeurs polydisciplinaires c'est l'ensemble de l'équipe qui doit porter cette compétence multiple, non comme une succession de contenus séparés que l'élève devrait articuler, mais comme un aller-retour systémique entre le tout et les parties, le global et les éléments qui le constituent, le général et le particulier... Il s'agit d'éduquer au monde avant d'enseigner une matière.

Au niveau universitaire, si la spécialisation disciplinaire peut se comprendre - encore qu'il faudrait certainement en discuter la place exacte dans le cursus des études supérieures- la trans et interdisciplinarité sont également une nécessité et demande de repenser les découpages, d'inventer des passerelles, d'introduire des liens entre la connaissance globale du monde et les savoirs disciplinaires spécialisés.

Justement parce qu'elle n'a ni programmes, ni disciplines, l'éducation informelle doit permettre cette approche globalisée et aider à situer les questions vives dans leur contexte et leur complexité. De même, l'éducation dite non-formelle ne peut réellement l'être que si elle intègre cette dimension et ne s'installe pas dans une imitation des schémas anciens ou désuets, reproduisant à son tour des cadres isolés, séparés, ne permettant plus de penser le monde.

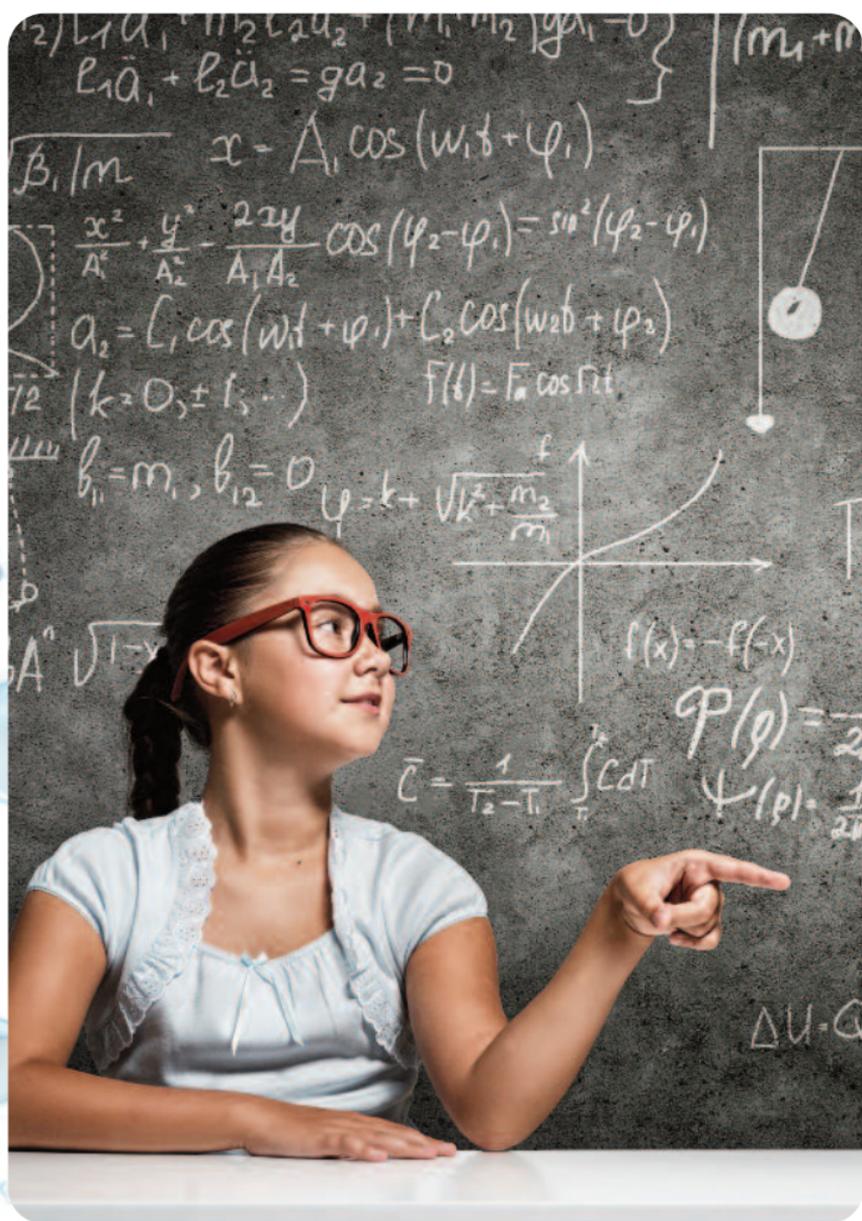
Trois dimensions essentielles sont à prendre en compte et à mettre en œuvre dans cette perception de la complexité.

Tout d'abord, le fait de ne pas se contenter d'une transmission de connais-

sances académiques instituées, mais de privilégier l'invention de savoirs (au sens de l'archéologue, inventrice, inventeur de sa découverte) instituants. L'Éducation n'est pas en effet un phénomène extérieur mais doit être une démarche intégrée, intériorisée, vécue. **L'Éducation fait venir, fait être au monde.** Elle est une (re)naissance permanente. Elle n'est donc pas une observation extérieure et distante de connaissances trouvées et accumulées en dehors de soi. Elle est une manière de s'approprier des (re)découvertes universitaires et empiriques faites personnellement.

Dans ce sens -et c'est la seconde dimension mise en jeu dans une approche globale- il s'agit moins de posséder des savoirs (même si ceux-ci sont indispensables) que d'acquérir et de développer des compétences capables de mettre en œuvre ces savoirs dans des situations complexes. La notion de compétence inclut celle de connaissance mais la transcende par le fait même de savoir utiliser les connaissances acquises dans le « faire » : réfléchir, agir, construire, réagir... alors que la connaissance seule manque souvent de concrétisation et n'est pas toujours mobilisable pour aider à penser ou à agir. **Éduquer, c'est permettre d'agir.**

Cette dimension du « faire » rappelle que les savoirs ne peuvent se limiter à des abstractions intellectuelles. L'Éducation faisant appel à toutes les formes d'intelligences et de perception s'inscrit dans une approche plurielle qui mobilise l'ensemble des sens. La place du corps, la prise en compte du développement et du bien-être physique participent donc pleinement à la démarche éducative. C'est dans cette approche que les activités physiques et sportives, comme les activités artistiques et d'expression, contribuent à l'épanouissement, à l'acquisition et au développement de compétences personnelles et interpersonnelles, ouvrent à d'autres perceptions. **Éduquer, c'est mettre tous les sens en éveil.**





Oxygène(s)

L'Éducation : l'anticipation aujourd'hui du monde de demain

L'Éducation est un pari sur l'avenir. Double. Celui de former la génération qui demain sera en responsabilité de la société et celui de répondre aux évolutions à venir de cette société. En ce sens, elle est une constante préparation qui arme chacune et chacun à pouvoir trouver sa place et agir dans la société. Cette approche est multiple et concerne l'ensemble des aspects de la vie quotidienne, mais aussi de la vie intellectuelle, culturelle, citoyenne. Elle doit également prendre en compte la vie professionnelle.

Or, le monde du travail subit lui aussi de profondes évolutions. Le temps travaillé, les méthodes de travail, la situation du marché de l'emploi, les modes de management, les progrès technologiques... sont autant de transformations rapides et importantes qui ont un impact sur tous les professionnels actuels et à venir. Chacune, chacun peut être appelé à connaître, certes plusieurs emplois, mais aussi des périodes de non-emploi et plusieurs métiers au cours de sa vie professionnelle. Cette nouvelle donne a des conséquences en termes d'éducation, d'orientation et de formation.

Si l'Éducation ne vise pas l'employabilité immédiate, elle ne peut être déconnectée de la réalité du marché de l'emploi, de l'évolution des métiers, des besoins actuels et à venir des entreprises. C'est pourquoi il est important que chaque jeune ait accès à l'information, qu'elle ou il soit accompagné.e et que le parcours éducatif l'amène à découvrir le monde professionnel et celui de l'entreprise par le biais de stages, de formation en alternance, d'engagement volontaire (type service civique...). Ces périodes sont éducatives, elles ne sont donc ni de l'occupationnel inutile, ni de la substitution d'emploi bon marché. Enseignants, éducateurs et tuteurs professionnels doivent être formés et reconnus dans cette mission d'accompagnement éducatif.

Certaines filières scolaires et supérieures courtes permettent une intégration professionnelle plus rapide. Cela ne peut se faire sans tenir compte de l'évolution même des métiers et des emplois. On ne peut se former une seule fois pour toute sa vie. Il est donc indispensable que les apprenants de ces filières bénéficient d'un bagage de haut niveau leur permettant d'évoluer, de se former, de reprendre études et formation, de changer de métier...

Dans tous les cas, l'orientation vers les filières professionnelles ne peut relever d'une sanction, du résultat d'un échec ou d'un choix par défaut (de pouvoir continuer ailleurs). Un véritable nouveau regard doit être porté sur la formation professionnelle initiale, à l'image de son succès dans les lycées agricoles par exemple. Il doit conduire à une revalorisation de cette filière pour en faire une voie d'excellence et de réussite, précédée par une orientation choisie et à la création de passerelles et d'enseignements communs entre les différentes voies du lycée et de l'enseignement post-bac.

Le fait même que les entreprises revoient leur fonctionnement interne, nécessite que les futurs professionnels soient aptes à comprendre le monde du travail et de l'économie, qu'elles ou ils soient forces de propositions tant pour permettre l'évolution des produits et des services qu'ils produisent que pour améliorer les conditions de travail et de vie dans les entreprises. Ces compétences relèvent également du parcours éducatif scolaire et hors scolaire auquel chacune et chacun doit avoir accès. Elles sont d'autant plus indispensables qu'elles devront pouvoir être mobilisables de manière régulière, tant les évolutions à venir nous sont encore inconnues.

Déjà, les outils et réseaux numériques ont profondément changé la nature de nombreuses activités professionnelles. Le télétravail se développe, nécessitant une autre manière d'interagir avec les autres, de nouvelles relations au temps, à l'espace, aux autres. S'ils modifient les relations hiérarchiques pour aller vers davantage de co-responsabilité, ils influent également sur les rapports sociaux risquant de remettre en cause des acquis dont beaucoup ignorent l'origine et parfois même l'existence.

Dans ce contexte, l'éducation de futurs professionnels passe également par la connaissance du droit, de l'histoire sociale, du monde ouvrier et syndical... non par nostalgie ou pour camper sur des acquis, mais pour s'inscrire dans la filiation des « bâtisseurs d'avenir ». Cette même exigence doit exister pour les éléments qui ont constitué, à la Libération, les bases d'une société moderne, généreuse, solidaire et juste (sécurité sociale, droit à la retraite pour toutes et tous...), élaborés par le Conseil national de la résistance et contenus dans leur manifeste « Les jours heureux ». Éduquer, c'est toujours préparer les jours heureux.



Oxygène(s)

L'Éducation : est donc action

Elle l'est pour l'être qui s'éduque comme pour celles et ceux (ce collectif est multiple puisqu'il englobe à la fois les parents, les enseignants, les animateurs, tous les personnels éducatifs, les pairs, mais aussi certainement les livres, les écrans, les rencontres...) qui l'éduquent, puisque tous participent à cette action d'éduquer. Il y a de fait une part d'auto-éducation dans toute démarche éducative. Il est nécessaire de la reconnaître et de lui faire une place dans les mécanismes et dispositifs éducatifs.

Condorcet déjà évoquait le fait qu'une « *éducation première* » (par l'école) ne pourrait suffire dans un monde en pleine évolution. Il prônait le développement de la capacité de chacun à s'auto-éduquer, à s'auto-instruire. Une telle démarche ne va pas de soi, elle nécessite l'acquisition de méthodes. Parmi des compétences que l'Éducation doit permettre de développer, se trouve en bonne place celle d'apprendre à apprendre.

Trop souvent, encore, la transmission ou l'enseignement d'un savoir se fait en effet de manière mécanique. L'élève, l'apprenant, est invité à écouter, retenir, réciter, appliquer... sans qu'on ne l'aide à apprendre à écouter, retenir...

Pour autant l'écoute, la mémorisation sont des phénomènes complexes qui –même s'ils nous apparaissent naturels- nécessitent d'être compris pour pouvoir être utilisés avec efficacité.

Il en va de même pour des actions qui relèvent d'avantage d'un cadre formalisé comme le fait de prendre des notes, de repérer les idées principales, de suivre un plan... Ces aspects sont abordés scolairement mais souvent de manière tardive et souvent académique, sans lien avec le mode de pensée

et de réflexion de chacune et de chacun, sa manière de comprendre, de faire des liens, de s'appropriier les choses lues, vues, entendues...

Apprendre à apprendre se fait donc en apprenant. Sans nier tout apport théorique -indispensable- il s'agit d'être dans l'action et dans l'accompagnement de l'action. **Éduquer, c'est faire œuvre pédagogique.** Les professionnels de l'éducation sont des pédagogues. Ils possèdent, à la fois, la connaissance des courants et des méthodes pédagogiques, mais ils savent les utiliser et donc les adapter au mieux aux groupes et aux personnes avec lesquels ils travaillent, aux contextes, aux contenus, aux objectifs qu'ils se sont fixé (ou qu'on leur a fixé).

Aucun conseil de l'ordre des éducateurs -ni même des enseignants- ne doit être là pour condamner ou imposer telle ou telle pédagogie. Par contre, il relève de la compétence professionnelle de savoir la choisir au mieux afin qu'elle soit la plus pertinente, surtout dans le fait de permettre à tous de comprendre et de réussir.

Si la transmission verticale et descendante, de celle ou celui qui sait vers ceux qui doivent apprendre, peut avoir ses vertus et ses nécessités, les études ont montré qu'elle ne peut être la seule manière de faire acquérir des savoirs.

Pour être efficaces, les apprenants doivent être sollicités de « manière active », non seulement dans l'application de connaissances apprises, mais dans la découverte même des savoirs. Aussi les démarches d'éducation nouvelle, les méthodes actives, la pédagogie de projet qui impliquent des recherches, des enquêtes, des expérimentations, de la participation, sont à privilégier. Plus lentes, elles sont plus mobilisatrices et rattrapent en efficacité, en intérêt et en participation, le temps qu'elles ont semblé faire perdre au début.

Le numérique change profondément le rapport au savoir, puisque toutes les connaissances sont désormais à la disposition de chacune et chacun. Leurs accès n'est donc plus la question première. C'est leur surabondance qui interpelle aujourd'hui. La nécessité de savoir rechercher, classer, trier, choisir des informations pertinentes et justes interroge et sollicite la mission éducative. Là où hier il fallait donner du savoir, il faut maintenant aider à trouver les données pertinentes et fiables. Le développement de ces nouvelles compétences nécessite la mobilisation de l'ensemble des acteurs éducatifs, de leurs différents savoir-faire, dans une dynamique complémentaire. Il ne s'agit pas uniquement d'un enjeu « scolaire », mais d'un enjeu sociétal majeur de la construction du citoyen émancipé et responsable dans une société des réseaux d'informations et des réseaux de connaissance.

Si le numérique apporte la possibilité d'accéder à toutes les informations, il offre également la capacité à faire réseau, c'est-à-dire de passer d'un système de transmission vertical et descendant à une approche horizontale et circulaire. Il permet ainsi l'échange entre pairs. Cette dimension est également à prendre en compte en matière éducative. En effet, l'apprentissage par les pairs, la recherche et l'invention collective des savoirs, le travail coopératif sont autant de leviers pour rendre les apprenants collectivement responsables de leurs apprentissages. Cela ne supprime en rien l'absolue nécessité de l'éducateur, de l'enseignant, du formateur... Aucune machine ne pourra d'ailleurs le remplacer, même si elle peut être une assistance bien utile. En fait, cela modifie en profondeur son rôle. **Non seulement transmetteur de connaissances, il est aussi passeur de savoirs, savoir-être et savoir-faire.** Plus que de déverser ce qu'il sait, dans l'espoir que cela sera partiellement retenu par une partie de son public, il organise les conditions pour que chacune et chacun puisse, avec son aide et celle des autres, acquérir les compétences leur permettant de savoir accéder aux bonnes informations et les utiliser de manière adaptée pour agir sur le monde. Il participe ainsi à l'éclosion d'êtres actifs, participatifs, collaboratifs et non de sujets passifs, subissant une transmission imposée. **Éduquer, c'est fabriquer des acteurs de la transformation sociale.**





L'Éducation : pour en finir avec l'enfermement dans l'échec

Affirmer que chacune et chacun est éduicable et que la coopération doit être au cœur des démarches d'éducation, revient à revendiquer une attitude éducative respectueuse et bienveillante à l'égard de toutes et tous. Cela est loin encore d'être le cas. Non que les éducateurs soient malveillants par rapport aux apprenants, mais parce que le système « sélectif » entraîne automatiquement une violence subie par toutes et tous, et particulièrement par celles et ceux qui sont systématiquement placés face à leur échec.

Cette caractéristique n'est pas propre au milieu scolaire. Elle se retrouve assez généralement. Elle se nourrit de l'esprit de confrontation, voire de compétition instauré entre les individus et que souvent les institutions éducatives valorisent, voire exacerbent. Il s'agit davantage d'être -de devenir- les meilleurs (par rapport aux autres) que de s'améliorer (par rapport à soi-même). Ce même phénomène de comparaison et de concurrence peut se retrouver en sport comme en activité artistique, en classe comme en situation de jeu. Elle conduit à l'individualisme, au chacun pour soi et à l'opposition avec les autres.

Éduquer, c'est transformer les représentations. L'action éducative doit donc être mobilisée pour agir contre cette approche individualiste, compétitive et concurrentielle. C'est un chantier en profondeur. Il nécessite une autre approche des individus et une nouvelle culture de l'évaluation.

Même si les formes éducatives les plus répandues s'adressent à des groupes, l'Éducation implique de gérer le rapport entre l'individu et le collectif et doit prendre en compte l'un et l'autre. On a d'un côté l'enfant, la ou le jeune, l'élève, l'apprenant et de l'autre, le groupe, l'équipe, la bande, la classe,... chacune, chacun étant « situé » dans ce collectif par rapport à des codes, des savoirs, des comportements...une norme. Celle-ci fait référence et met en évidence les différences, donc l'« a-normalité » de certaines ou de certains. Comme l'illustre le développement de l'accueil des personnes en situation de handicap, loin d'être un obstacle, la différence est une chance et

une richesse. C'est pourquoi **l'Éducation est inclusive**. Comme nous l'avons montré pour la société dans son ensemble, il s'agit ici aussi de concevoir que les « plans inclinés » pédagogiques et éducatifs sont utiles à tous. Ils permettent l'accès à celles et ceux qui sont le plus éloignés de la culture scolaire ou académique, mais sont également utiles aux autres, leur permettant d'aborder sous d'autres angles, de manière détournée, complémentaire, différenciée, ce qu'ils ne percevaient que d'une seule manière.

Encore faut-il que cette différence d'approche serve également de socle à la construction d'une évaluation positive. C'est-à-dire qu'elle permette de mettre en évidence les acquisitions et progressions de chacune et chacun, qu'elle rende compte des marches franchies, des compétences développées, moins par rapport aux autres qu'au regard d'une situation de départ ou du chemin parcouru.

Éduquer, c'est aider à s'élever.

Or, on ne progresse pas lorsque l'on est confronté en permanence à ses difficultés, à ses échecs. Très vite d'ailleurs, il se transforme en échec général, le fait de ne pas avoir toutes les « capacités » se traduisant par celui d'être désigné comme un(e) ou un « incapable ». Cette discrimination conduit à la marginalisation. Rejeté, mis sur le banc de touche (au propre comme au figuré), l'exclu va encore davantage s'exclure, se réfugiant dans la fuite, l'appesantissement sur son échec, la provocation voire la violence. Cette perte de l'estime de soi conduit à l'incapacité d'exister normalement au sein du groupe. C'est un double échec : individuel et collectif.

Or, l'Éducation porte en elle l'ambition de libérer chacune, chacun des enfermements qui l'oppriment. À ce titre, elle se doit de permettre le développement de la confiance et de l'estime de soi. Son ambition et sa démarche visent à faire progresser. Elle doit donc mettre en évidence et valoriser les réussites, motiver d'autres réussites et tout mettre en œuvre pour éviter l'installation de l'échec plutôt que d'organiser la lutte contre, une fois qu'il est présent. Pour cela, les actions éducatives ne doivent pas être subordonnées à des démarches compétitives, à des classements, à des pratiques dévalorisantes, mais doivent donner à toutes et tous les possibilités de faire constamment des progrès et rompre avec les systèmes d'évaluation-sanction (dont les examens en contrôle terminal) pour adopter des méthodes d'évaluation continue et positive. Elle doit également prendre en compte les différentes formes « d'intelligence » et manières de percevoir, de réfléchir, de s'approprier les savoirs, diversifier les approches afin de ne pas reproduire indéfiniment les mêmes échecs. En diversifiant ses approches, l'Éducation offre la possibilité à toutes et tous de trouver la manière de comprendre, d'apprendre, de savoir. En ce sens, **l'Éducation est libératrice**.



Oxygène(s)

L'Éducation : une école du vivre ensemble

En favorisant la confiance et l'estime de soi, les démarches coopératives, collaboratives, d'entraide, **l'Éducation est réconciliatrice**. Elle lie, relie, réconcilie chaque être humain avec lui-même et avec les autres. C'est en cela qu'elle permet de développer du mieux « vivre ensemble ». Elle ne se limite pas à permettre de vivre les uns à côté des autres, dans une sorte de tolérance passive ou de politesse diplomatique, mais elle instaure les conditions pour vivre et agir, les uns avec les autres, dans le respect et l'enrichissement des différences, en valorisant les liens sociaux. C'est pourquoi, elle doit lutter contre toutes les formes de discrimination. Elle milite et agit pour l'égalité entre toutes et tous. Elle s'oppose aux extrémismes, aux communautarismes et aux sectarismes de toutes sortes. Elle revendique et fait vivre toutes les mixités. Elle éduque à la solidarité.

Si l'Éducation a pour mission de diffuser et transmettre ces valeurs afin qu'elles irriguent la société, elle se doit de les mettre en œuvre dans les structures éducatives. **Éduquer, c'est donner l'exemple**. Ainsi c'est une totale égalité des droits -et non des chances- qui doit être donnée à toutes et tous en matière éducative. Au premier rang de ces valeurs à faire vivre et exister, l'Éducation agit pour l'égalité entre femmes et hommes, en déconstruisant les clichés, les stéréotypes et les enfermements dont elle est -souvent elle-même- porteuse. De même, loin de subir les discriminations sociales, culturelles et géographiques, elle doit ériger la mixité sociale et culturelle comme règle de fonctionnement des structures éducatives à commencer par l'École publique. À ce titre, la redéfinition et l'imposition de périmètres scolaires sont indispensables. Ils doivent être également des leviers pour accompagner une politique de mixité des territoires. La question de mixité

des âges se pose également. Apprendre à vivre en société ne peut se faire à partir du principe militaire et scolaire de la classe d'âge (toutes et tous au même âge font la même chose). Les différents rythmes de développement et d'acquisition, les enrichissements par les autres demandent de concevoir des temps, des démarches, des approches qui mêlent davantage les âges et les générations. Dans les activités éducatives non scolaires, le découpage par tranche d'âge doit être réinterrogé et laisser place à davantage de mélange, allant jusqu'à la multiplication d'actions intergénérationnelles. Dans le cadre scolaire, le groupe classe doit aussi être repensé, du primaire au lycée, en s'appuyant sur la notion de cycles, sur la possibilité de parcours plus individualisés, de modularité d'un groupe multi-âge plus grand encadré par une équipe éducative dédiée... Dès le lycée et encore plus dans l'enseignement supérieur, l'organisation des reprises d'études ainsi que la formation des enseignants et des personnels éducatifs qui ont la charge de ceux qui en bénéficient, doivent permettre de mélanger davantage des élèves, étudiants d'âge et d'expérience différents pour l'enrichissement mutuels de toutes et tous.

L'Éducation est citoyenne. Là encore, elle ne peut se contenter d'enseigner ou de transmettre un cadre, des règles, des droits, des devoirs, des valeurs, une philosophie, une histoire. Elle doit les faire vivre au quotidien. Cela implique une réelle participation des apprenants aux démarches éducatives mais également au fonctionnement démocratique des structures.

Dans les centres de loisirs et de vacances, dans les centres d'animation socioculturelle, dans les clubs sportifs, dans les associations culturelles, dans les mouvements d'éducation populaire... les participants ne sont ni des clients, ni des usagers, ni des consommateurs. Elles ou ils sont des adhérents, agissant sur les actions éducatives mises en œuvre. Ils participent également à la définition politique, aux prises de décisions sur les orientations et le fonctionnement des structures.

Dans les établissements scolaires, la participation des élèves doit être développée, misant davantage sur les notions de coresponsabilité, de coopération et ne se limitant pas à une représentation statutaire nécessaire mais loin d'être suffisante.

Dans l'enseignement supérieur, c'est l'ensemble de la gouvernance qui doit être repensée en prenant en compte la place des adultes en formation que sont les étudiants.

Participer, prendre part aux décisions, cela nécessite des savoir-faire qu'il convient d'apprendre et d'expérimenter. Le débat, le conflit, la délibération

sont autant d'éléments qui doivent être au cœur de l'Éducation. C'est en les pratiquant dès le plus jeune âge, pour s'approprier et faire évoluer les modes de fonctionnement, que cette participation devient chaque jour plus présente et pertinente. Ainsi, elle se diffusera des lieux d'éducation à la société toute entière (et inversement). Les actrices et les acteurs éducatifs doivent donc être formés afin de transmettre et de faire vivre au quotidien toutes les formes de participation et d'implication citoyenne. **L'Éducation, c'est la participation.**

Si l'échange, la participation, la co-élaboration ne s'improvisent pas, elles nécessitent comme postulat de départ la reconnaissance de l'autre -malgré les différences- comme un pair, un égal Cette reconnaissance implique connaissance et donc découverte et ouverture aux autres et à leurs spécificités. C'est là la mission essentielle de la culture. Mais cela nécessite une vision ouverte d'une culture plurielle, mélangée, « créolisée » et sans cesse en train de s'inventer, à l'opposé d'une culture figée, se voulant supérieure et cherchant à dominer et à imposer sa hiérarchie des normes. Si la qualification des formes culturelles est nécessaire, elle ne peut être réalisée qu'à partir de la découverte et donc de la diffusion de tous les modes d'expression.

Ainsi, c'est en partant de leurs cultures que les apprenants peuvent découvrir et s'approprier d'autres univers culturels, bien davantage qu'en leur imposant un patrimoine établi dont ils se sentent a priori fort éloignés. En ce sens, la culture est une démarche, toujours en train de se faire. Elle ouvre des fenêtres sur le monde, permettant de le voir sous des angles différents, et donc de mieux pouvoir l'appréhender et le comprendre. Elle permet la connaissance et la reconnaissance de l'autre et rend ainsi possible le mieux vivre ensemble. **L'Éducation, c'est la culture en construction.**

Être de culture et citoyen de la terre, l'être humain est confronté à la « finitude » de notre planète. Là encore, l'Éducation a un rôle essentiel à jouer dans la réconciliation de l'Humain avec la Terre (et tout ce qu'elle contient : l'air, l'eau, les plantes, les animaux...) afin de dépasser la seule relation duelle individu/groupe. Au-delà des gestes de lutte pour la préservation de l'environnement, il s'agit effectivement de repenser l'équilibre harmonieux d'une société à trois dimensions dans laquelle les relations sont équilibrées et non autocentrées. L'Humain, la société humaine et la Terre forment un tout dont nous sommes un des éléments vivant et actif. **Éduquer, c'est nous faire naître, exister et évoluer dans ce monde tridimensionnel.**



Oxygène(s)

Quelques références pour aller plus loin

Les ouvrages directement cités dans la partie société...

La notion de « village global ou planétaire » a été développée par Marshall McLuhan dans The Medium is the Message publié en 1967 (1, page 3).

Nous avons emprunté à Michel Serres l'idée d'un nouveau contrat social (page 6), dans son ouvrage Le Contrat naturel, (Paris, Françoise Bourin, 1990, tout comme nous avons trouvé sa vision d'une « troisième révolution » (page 7) dans Michel Serres, Temps de crises, Le Pommier, 2009 et celle de la révolution numérique (page 9) dans Michel Serres, Petite Poucette, Le Pommier, 2012

C'est James Morton Turner, qui rappelle le consensus d'un environnement fragile (page 7) dans "The Politics of Modern Wilderness", American Wilderness : A New History, New York, Michael Lewis, 2007, p. 246.

L'article « La terre est-elle fragile ? » par Catherine Larrère du 9 novembre 2013, <http://www.raison-publique.fr/article657.html#nb56> présente bien les enjeux environnementaux actuels (page 7)

La dimension des démarches citoyennes (page 7) est évoquée par Edgar Morin, La Voie, Fayard, 2011

Jeremy Rifkin évoque La troisième révolution industrielle : Comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde, Les liens qui libèrent, 2012

L'idée de faire entrer les sciences en démocratie (page 11) est développée par Bruno Latour, dans Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie, Paris, La Découverte, 1999

Pierre Rosanvallon dans La Contre-démocratie, Seuil, 2006 met en évidence les problématiques de la démocratie (page 13)

Nous devons à Bernard Stiegler, l'utilisation de la notion de pharmakon : <http://arsindustrialis.org/pharmakon>

La conception humaniste d'une société inclusive (page 12) est largement présentée par Charles Gardou, La société inclusive, parlons-en, éditions érés, 2012)

Elle est complétée par les propos de Jean-Yves Le Capitaine.

Jean-Yves Le Capitaine dans son article « Des pratiques intégratives aux politiques inclusives » http://dcalin.fr/publications/le_capitaine11.html



BIBLIOGRAPHIE

- Morin E., *Les sept savoirs nécessaires à l'éducation du futur*, Le Seuil, Paris, 2000.
- Morin E., *La Voie. Pour l'avenir de l'humanité*, Ed. Fayard, Paris, 2011.
- Serres M., *Le Contrat naturel*, Paris, éd. François Bourin, Paris, 1990.
- Serres M., *Temps de crises*, éd. Le Pommier, Paris, 2009.
- Serres M., *Petite Poucette*, éd. Le Pommier, Paris, 2012.
- Rifkin J., *La troisième révolution industrielle : comment le pouvoir latéral va transformer l'énergie, l'économie et le monde*, éd. Les liens qui libèrent, Paris, 2012.
- Latour B., *Politiques de la nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*, Ed. La découverte, Paris, 1999.
- Rosanvallon P., *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*, Ed. Seuil, Paris, 2006.
- Rosanvallon P., *Le bon gouvernement*, éd. Seuil, Paris 2015
- Gardou C., *La société inclusive, parlons-en ! Il n'y a pas de vie minuscule*, Ed. Eres, 2012.
- Barrère A., *L'éducation buissonnière - Quand les adolescents se forment par eux-mêmes*, Ed. Armand Colin, Paris, 2011
- Van de Velde C., *Sociologie des âges de la vie*, Ed. Armand Colin, Paris, 2015.
- Van de Velde, C., *Devenir adulte. Sociologie comparée de la jeunesse en Europe*, Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 2008.
- Meirieu P., *Pédagogie : le devoir de résister*, ESF, Paris, 2009.
- Dubet F., Duru-Bellat M., *10 propositions pour changer l'école*, Ed. Seuil, Paris, 2015.
- Rayou P., van Zanten A., *Les 100 mots de l'éducation*, PUF-Que sais-je, Paris, 2015 (2^e Ed.)
- Truong F., *Jeunesses françaises-BAC + 5 made in banlieue*, La Découverte, Paris, 2015.
- Loncle P., *Politiques de jeunesse : les défis majeurs de l'intégration*, PUR, Rennes, 2010.
- Barrère A., Mairesse F. (dir.), *L'inclusion sociale les enjeux de la culture et de l'éducation*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2015.
- Bacqué M-H., Biewener C., *L'empowerment, une pratique émancipatrice*, Ed. La Découverte, Paris, 2013.

- Davidenkoff E., *Le tsunami numérique. Education. Tout va changer ! Etes-vous prêts ?* Ed. Stock, Paris, 2014.
- Bier B., Chambon A., de Queiroz J-M., *Mutations territoriales et éducation. De la forme scolaire vers la forme éducative*, ESF, Paris, 2010.
- Périer P., *École et familles populaires : sociologie d'un différend*, Ed. PUR, Rennes, 2005.
- Madiot P., *Enseignants, parents, réussite des élèves : quel partenariat ?*, CRDP d'Amiens –CRAP, 2010.



SITOGRAPHIE

Vers un système d'éducation plus inclusif en France (OCDE)

<http://www.oecd.org/fr/france/vers-un-systeme-d-education-plus-inclusif-en-france.pdf>

Le rapport Delahaye : Grande pauvreté et réussite scolaire, le choix de la solidarité pour la réussite de tous

http://cache.media.education.gouv.fr/file/2015/52/7/Rapport_IGEN-mai2015-grande_pauvrete_reussite_scolaire_421527.pdf

Le rapport du CESE d'ATD Quart-Monde : Une école de la réussite pour tous

<http://www.lecese.fr/travaux-publies/une-ecole-de-la-r-ussite-pour-tous>

CNESCO : École, immigration, mixité sociale et ethnique

http://www.cnesco.fr/wp-content/uploads/2015/01/CP_Ecole-et-immigration-2201151.pdf

Jeunes issus de l'immigration : quels obstacles à leur insertion économique

<http://www.strategie.gouv.fr/publications/jeunes-issus-de-limmigration-obstacles-insertion-economique>

Favoriser l'insertion économique des jeunes issus de l'immigration

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/na2015_hors_serie2_insertion_jeunes_issus_immigration-web.pdf

Eduquer au-delà des frontières disciplinaires (IFE)

<http://ife.ens-lyon.fr/vst/DA-Veille/100-mars-2015.pdf>

Le partenariat dans le champ éducatif (lire le rapport)

<http://centre-alain-savary.ens-lyon.fr/CAS/parteneriat-educatif/actualites/des-dispositifs-au-travail-le-parteneriat-dans-le-champ-educatif>

Co-éducation : quelle place pour les parents

<http://ife.ens-lyon.fr/vst/DA-Veille/98-janvier-2015.pdf>

Reconnaître, valoriser, encourager l'engagement des jeunes, le rapport de France Stratégie

http://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/rapport_engagement_des_jeunes_web.pdf

Voie professionnelle, alternance et apprentissage

<http://ife.ens-lyon.fr/vst/DA/detailsDossier.php?parent=accueil&dossier=99&lang=fr>

<http://www.cereq.fr/publications/Bref/40-ans-d-apprentissage-a-l-Education-nationale>

Eduquer à la citoyenneté – construire des compétences sociales et civiques, coordonné par Laurent Fillon, Editions CRDP de l'Académie d'Amiens

http://librairie.cahiers-pedagogiques.com/273-eduquer-a-la-citoyennete-construire-des-competences-sociales-et-civiques.html?utm_source=nl%20id%2095&utm_medium=e-mail&utm_campaign=Promotion%20hebdomadaire

L'article « La terre est-elle fragile ? » par Catherine Larrère du 9 novembre 2013,

<http://www.raison publique.fr/article657.html#nb56>

Glossaire

► De Gaïa à la Biogée

La Terre-Mère des anciens est presque toujours désignée sous les noms de Gaïa (du grec ancien Γαῖα / Gaïa ou Γαῖη / Gaîê), ou Gê (du grec ancien Γῆ / Gê, « Terre ») en Grèce, de Tellus ou de Terra-Mater chez les Romains. Ce sont là toutes des expressions qui sont considérées comme des traductions littérales du mot « Terre ».

Dès les années 1970, l'écologiste anglais James Lovelock utilise le nom et l'image de la déesse mère Gaïa, personnifiant « la Terre comme un être vivant » pour illustrer sa théorie — appelée hypothèse Gaïa. Selon lui, la Terre est un système intelligent, s'autoréglant, et voulant permettre le développement de la Vie.

En détournant cette théorie, des courants du New Age ont revendiqué la notion et développé des théories Gaïa.

Michel Serres, quant à lui, voit le monde comme un nouvel acteur qui s'impose désormais à l'homme. Il dénonce l'homme de la modernité qui se percevait en conquérant, (« maître et possesseur », selon les mots de Descartes) d'une nature infinie, aux ressources inépuisables de la terre-mère. Or aujourd'hui, l'on découvre à la finitude de ce monde, une finitude que sa propre exploitation a en quelque sorte hâtée et rendue inéluctable. Il propose donc la prise en compte du monde comme un véritable acteur, un sujet. Il l'appelle la Biogée (de bios : vie et gê, terre), et rêve d'une « institution à la lettre mondiale, où la Biogée, enfin représentée, aurait enfin la parole ». Le monde est pour lui, un sujet consistant dont il faut désormais tenir compte et avec lequel un dialogue inédit doit s'instaurer.

Il s'agit en fait pour Michel Serres de proposer un élargissement de la démocratie à la dimension de ce « patriotisme terrestre » évoqué également par Edgar Morin [Edgar MORIN et Brigitte KERN, Terre-patrie. Paris, Seuil, 1993.].

► Pharmakon

Dans la Grèce ancienne, le terme de pharmakon désigne à la fois le remède, le poison, et le bouc-émissaire.

Le pharmakon est à la fois ce qui permet de prendre soin et ce dont il faut prendre soin, au sens où il faut y faire attention. Ainsi la pharmacologie se caractérise par cette démarche qui tente d'appréhender par le même geste le danger et ce qui sauve.

Bernard Stiegler et les chercheurs de l'IRI (institut de recherche et d'innovation) postulent donc que tout objet technique est pharmacologique : c'est-à-dire, à la fois poison et remède.

Pour eux, toute technique est ambivalente, dans la mesure où elle peut permettre le meilleur et le pire, selon l'usage qui en est fait.

Leur pharmacologie, entendue en ce sens très élargi, étudie donc organologiquement les effets suscités par les techniques.

Poison et remède, le pharmakon peut aussi devenir le bouc-émissaire, lorsqu'on ne sait, ou ne réussit pas, à tirer parti de son aspect curatif et que sa toxicité domine. Cela n'exclut pas que certain pharmakon peut avoir des effets totalement toxiques, que son adoption par les systèmes sociaux sous les conditions des systèmes géographiques et biologiques n'est pas réalisable, et que sa mise en œuvre positive s'avère impossible. Dans ce cas, et malgré l'approche par une pharmacologie positive, un tel pharmakon doit alors être prohibé.



Oxygène(s)

Deux parties découpées en 16 thèmes composent la version présente d'Oxygène(s). Nul doute qu'à l'usage, il faudra affiner, améliorer, développer. Certains sujets nécessiteront d'être approfondi, d'autres s'avéreront mal posés et à retravailler.

Déjà la forme linéaire ne se prête pas bien à l'expression d'une réflexion et d'une pensée qui sont appelées à faire système. Pour prolonger notre travail, il nous faudra trouver d'autres présentations plus dynamiques et plus interactives (le numérique devrait nous le permettre). Mais d'ores et déjà, la lecture de ce manifeste peut se faire librement.

Les éléments sont exposés, vous êtes invités à les découvrir comme au cours d'une déambulation et non comme pour une visite guidée. Choisissez votre entrée, faites des détours, construisez votre propre parcours. C'est ainsi que vous le ferez vôtre.

